

Made in France

Il y a six mois, ils se seraient fait hacher menu plutôt que de brandir cet étendard mité. « Acheter français » ? « Produire en France » ? Quelle ringardise ! Quel archaïsme ! C'était bon pour les communistes de la grande époque, ou leurs « populistes » épigones – Marine Le Pen, Arnaud Montebourg, Nicolas Dupont-Aignan –, mais céder à la tentation du « chauvinisme » ou, pire encore, du « protectionnisme larvé », jamais les « grands candidats » ne s'y résigneraient...

Surprise ! Aiguillonnés par François Bayrou qui, décidément, n'est jamais si percutant que lorsqu'il s'évade des terres molles du centrisme, voici que Nicolas Sarkozy et François Hollande se disputent ces jours-ci la palme du « patriotisme économique » et du « volontarisme industriel ». L'élection présidentielle approche à grands pas : la bataille pour la conquête de l'électorat populaire a commencé.

Après tout, tant mieux ! Tant mieux si nos candidats entendent enfin l'angoisse des plus vulnérables, percutés de plein fouet par le choc de la désindustrialisation et des délocalisations. Tant mieux si nos élites intellectuelles, après s'être si longtemps gargarisées à l'eau de rose de la société « postindustrielle », redécouvrent que l'industrie reste, et pour longtemps encore, le cœur battant de nos économies ; et qu'un pays qui se vide de ses usines et de ses ateliers devient au pire un désert, au mieux un musée. Tant mieux si les consommateurs – le succès des sites internet consacrés au « made in France » en témoigne – réalisent que le « commerce équitable » commence par nos emplois... Les bouches s'ouvrent. Les tabous tombent. C'est à cela – aussi – que sert une élection.

Mais ne nous berçons pas de mots. Aucun « Label France », aucun discours, si mobilisateur soit-il, ne sortira l'activité industrielle française du gouffre où elle s'enfonce année après année. Notre industrie se meurt. Elle se meurt d'une monnaie trop forte pour nous, qui massacre nos exportations hors zone euro : on l'a oublié, notre commerce extérieur était bénéficiaire jusqu'à l'introduction de la monnaie unique. Elle se meurt de l'aveuglement des autorités européennes qui, au nom de principes libre-échangistes que nous sommes les seuls à respecter, refusent de prendre les mesures de protection commerciale que devrait nous dicter, à défaut du simple bon sens, une élémentaire exigence de réciprocité. Elle se meurt enfin – mais cela, personne ne veut le dire – de ce que les Français ne travaillent pas assez.



« Acheter français » ?
« Produire en France » ? Pour cela il faut travailler plus

”

Eh oui ! Il n'y a pas de miracle : pour acheter français, il faut produire en France, et pour produire plus, il faut travailler davantage ! Or aujourd'hui, le compte n'y est pas : 622 heures par an et par habitant chez nous, contre 700 heures en Allemagne, 720 heures dans l'Union européenne et... 1 000 heures en Corée. Merci Lionel Jospin ! Dans son passionnant *France, état critique* (Plon), Jean Peyrelevade, qui n'est pas un supposé de l'UMP, calcule que les 35 heures payées 39 ont majoré le coût du facteur travail de 11 %, à quoi il convient selon lui d'ajouter 3 % correspondant aux mesures de « compensation » voulues par Nicolas Sarkozy. Comme les salaires représentent environ la moitié du PIB, ce sont, selon lui, environ 140 milliards d'euros qui alourdissent chaque année nos coûts de production ! Et nous nous étonnons, après cela, que notre industrie se fasse tailler des croupières à l'exportation !

Travailler plus ? Cette question relève chez nous d'un étrange non-dit. Chacun sent que là est la racine du problème et que, pour défendre nos chances dans la compétition mondiale, il faudra bien un jour s'y mettre. Chacun pressent que c'est tout le « modèle français » – consommation et temps libre,

dépense publique et endettement – que les férocités de la concurrence internationale nous obligent à revoir. Et puis, rien. Travailler plus ? Mais vous n'y pensez pas ! Les 35 heures sont entrées dans les mœurs ! Les Français s'y sont habitués ! Touche pas à mes cinq semaines de congé ! Touche pas à mes RTT ! Ni les hommes politiques ni les chefs d'entreprise ne souhaitent revenir sur un « acquis » dont chacun reconnaît, in petto, la profonde nocivité.

Et pourtant, d'une manière ou d'une autre, il le faudra. Travailler plus, non pas pour gagner plus, malheureusement, mais pour sauver ce qui peut l'être – notre niveau de vie, notre protection sociale – et repartir de l'avant. Travailler plus, non pas pour distribuer du pouvoir d'achat, hélas ! mais pour reconstituer les marges des entreprises, qui se traînent derrière celles de la concurrence, afin qu'elles puissent investir en recherche et développement et inventer les produits de demain. Travailler plus, non pas pour que l'Etat embauche de nouveaux fonctionnaires ou distribue d'autres allocations, mais pour qu'il se désendette et dégage de surcroît les moyens nécessaires à la formation de la jeunesse. Travailler plus, ou disparaître en tant que puissance industrielle. Si nous ne choisissons pas – vite –, la réalité s'en chargera pour nous.